

Charte des organismes de formation écoresponsables



Avant-propos

Cette charte s'adresse aux organismes de formation continue désireux d'agir pour l'environnement.

Elle est accompagnée de fiches pratiques et informatives.

Les fiches pratiques ont été co-rédigées par **Pauline Roland** (membre des Ecokinés) et **Matthias Bieber Vagneux** (membre de l'association La Fresque Du Climat).

Elles vous apporteront des informations concrètes sur les différents items de la charte.

Les fiches informatives ont été rédigées par **Raphael Grellet** (membre de mouvements citoyens).

Elles vous permettront, si vous en avez l'envie, d'ouvrir votre regard à des considérations sociétales plus larges.

Charte des organismes de formation écoresponsables



La santé humaine est influencée par de nombreux déterminants, parmi lesquels figurent les **déterminants environnementaux**. Qualité de l'air, qualité de l'eau, pollution, accès à l'eau et à la nourriture, milieu de vie sont autant d'éléments **indispensables aux humains pour vivre en bonne santé**.

Or, les travaux scientifiques rigoureux des dernières décennies - GIEC pour le climat, IPBES pour la biodiversité - nous alertent : **les activités humaines** actuelles dégradent ces éléments cruciaux pour notre santé, et plus largement **mettent en danger les conditions de la vie sur Terre**.

Au vu de la qualité méthodologique et de la quantité de travaux scientifiques réalisés, **il n'y a de place ni pour le doute, ni pour relativiser la gravité de la situation**.

Face à ces constats, il est indispensable que l'ensemble des acteurs de nos sociétés se mobilise. Les organismes de formation en font partie.

Bien que conscient-es de la nécessité de décisions politiques ambitieuses, nous reconnaissons qu'il est à notre portée de faire notre part pour diminuer notre impact environnemental. Nous souhaitons agir sur les différentes dimensions que sont l'impact carbone, les pollutions ou la consommation raisonnée de ressources.

Ainsi, nous avons décidé d'agir en signant la charte des organismes de formation écoresponsables établie par l'association Les Écokinés.

Celle-ci est le premier pas d'un ensemble de mesures que nous souhaitons mettre en place de manière authentique et énergique.

En tant qu'organisme de formation, nous nous engageons donc à :

- Réaliser le bilan carbone annuel de l'ensemble de nos actions de formation et le communiquer publiquement
- Communiquer annuellement sur les actions mises en place pour réduire notre empreinte écologique
- Faciliter et encourager l'utilisation, par les participants et les intervenants, de moyens de transport bas carbone
- Privilégier une alimentation végétale durant les formations
- Viser l'objectif de « zéro déchet » émis au cours des formations
- Être le plus sobre possible sur le plan énergétique
- Sensibiliser nos intervenants et notre équipe aux enjeux climatiques et à la santé environnementale

Fait à :

L'association Les Écokinés :

L'organisme de formation :

Le :



La première étape pour lutter contre le dérèglement climatique est de **calculer son empreinte carbone.**

Le bilan des émissions de gaz à effet de serre peut être réalisé à toutes les échelles : état, collectivités, entreprises, organismes de formation, individus.

L'empreinte carbone de mon organisme de formation

1 - Le Diag Décarbon'Action.

Il permet d'initier la décarbonation des entreprises.

Il est co-financé par l'ADEME et opéré par Bpifrance en collaboration avec l'Association Bilan Carbone.

Grâce à l'intervention d'experts qualifiés, le Diag Décarbon'Action vous permet de :

- Mesurer les émissions de GES de votre entreprise
- Elaborer votre plan d'actions pour décarboner votre entreprise
- Mettre en place les premières actions de conduite du changement au sein de votre entreprise

[Site internet de l'Association Bilan Carbone](#)

2- Faire appel à un prestataire Bilan Carbone.

Vous trouverez des associations qui peuvent le faire dans votre région. Aussi, il existe un annuaire des prestataires (non exhaustif) sur le site de l'Association pour la transition Bas Carbone (ABC).

[Site internet de l'Association pour la transition Bas Carbone](#)

L'empreinte carbone personnelle

L'empreinte carbone personnelle pour un-e français-e moyen-ne est de **10 tonnes d'eqCO2/pers/an**. L'objectif des accords de Paris est d'atteindre **2 tonnes d'eqCO2/pers/an**.

Il existe plusieurs outils à disposition pour calculer son empreinte carbone personnelle :

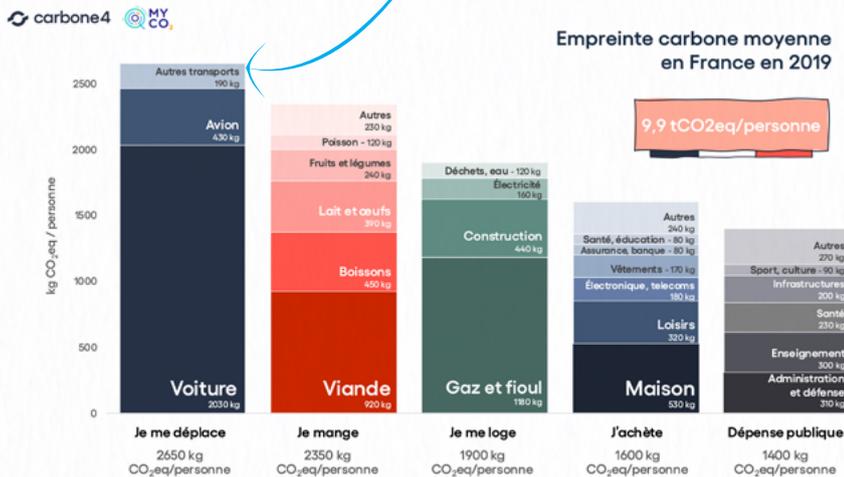
- [Le site de l'ADEME Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie](#), un établissement public placé sous la tutelle des ministères de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, de la Transition énergétique et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ses chiffres font de ce fait autorité en France.
- [La simulation de Avenir Climatique](#), une association composée de citoyen-nes engagé-es qui ont envie d'agir d'une manière concrète et optimiste pour les enjeux énergie-climat.
- [Le simulateur de Carbone 4](#), une entreprise spécialisée dans les stratégies de décarbonation des entreprises.



Fiche pratique

Le transport

Le transport est le premier secteur émetteur de carbone en France !



Gaz inclus : CO₂ (hors UTCA TF France), CH₄, N₂O, HFC, SF₆, PFC, H₂O (traînées de condensation).
Source : MyCO₂ par Carbone 4 d'après le ministère de la Transition écologique, le Haut Conseil pour le Climat, le CITEPA, Agribalyse V3 et INCA 3.

Pour comprendre l'impact de sa propre situation, l'ADEME a mis en place [un outil permettant de comparer les émissions de CO₂ entre les différents modes de transport.](#) (cliquez sur le lien pour y accéder !)

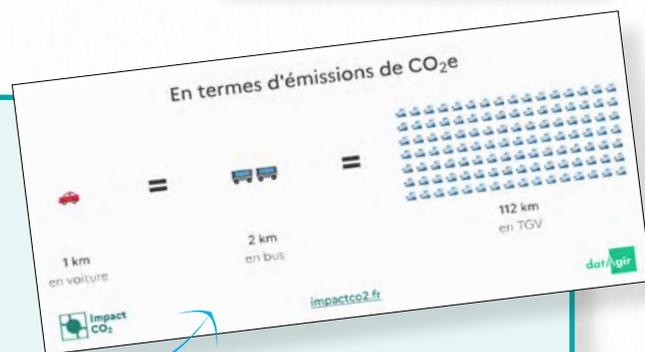
Pour arriver sur le lieu de formation, les participant-es et les formateur-ices parcourent la plupart du temps **des distances assez longues**, ce qui limite le choix du moyen de transport.

Dans ce cas, **le train est sans conteste le meilleur rapport accessibilité/émissions de CO₂.**

Pour que la voiture se rapproche du niveau d'émission par passager d'un TER (lui-même plus émetteur qu'un TGV), il faut qu'elle transporte cinq personnes, le covoiturage est donc l'option à privilégier lorsque le déplacement en train n'est pas possible.

Voici donc quelques conseils pour réduire l'impact carbone lié au transport de votre OF :

- Choisir des lieux de formation accessibles facilement en transports en commun
- Trouver des incitations efficaces à l'utilisation du train par les participants (ex : offrir un bon d'achat sur une future formation sur présentation d'un justificatif nominatif de transport entre le lieu de résidence et le lieu de formation)
- Trouver des incitations efficaces à l'utilisation du train par les formateur-ices (ex : remboursement des frais de déplacement majoré lorsque le-a formateur-ice se déplace en train)
- Faciliter le covoiturage des participant-es (ex : en utilisant une plateforme dédiée à ce service, comme [togetzer](#), [covoitribu](#), ou [covievent](#))
- Privilégier le distanciel quand cela est possible





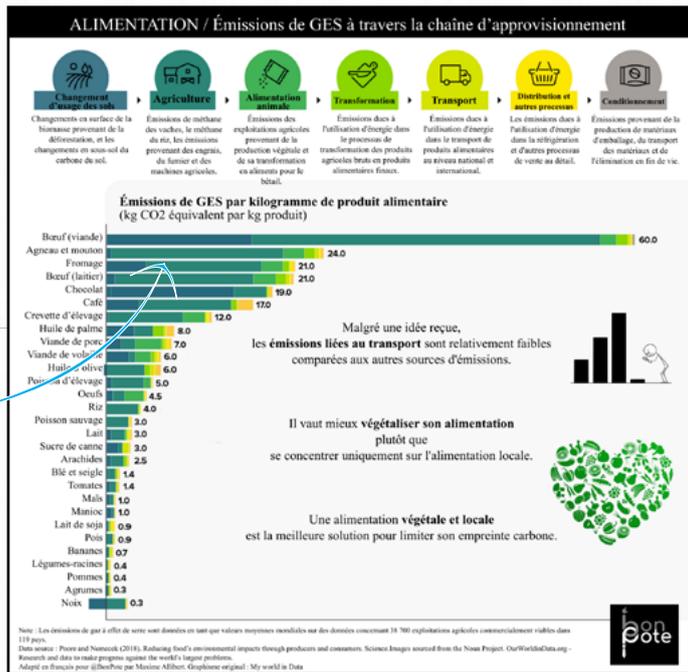
Fiche pratique

L'alimentation

L'alimentation est le deuxième secteur émetteur de carbone en France !



Gas inclus : CO2 (hors UTCATF France), CH4, N2O, HFC, SF6, PFC, H2O (traînée de condensation).
Source : MYCO2 par Carbone 4 d'après le ministère de la Transition écologique, le Haut Conseil pour le Climat, le CITEPA, Agribalyse V3 et INCA 3.



Comme détaillé dans l'infographie suivante, le meilleur moyen de réduire les émissions de carbone en lien avec l'alimentation est de **réduire la consommation de produits carnés.**

Plus généralement, **lutter contre le gaspillage alimentaire** et la surconsommation de nourriture est un moyen efficace de réduire les émissions de CO2 du secteur de l'alimentation.

Voici donc quelques conseils pour réduire l'impact carbone lié à l'alimentation de votre **Organisme de Formation** :

- Ne plus servir de **viande rouge**
- Privilégier une **alimentation végétale, bio, locale et de saison**
- Réduire le gaspillage alimentaire :
 - Éviter les buffets à volonté
 - Se renseigner sur les régimes alimentaires spéciaux des participant·es
 - Ne pas favoriser la surconsommation alimentaire (ex : les encas sont souvent superflus et propices au gaspillage)





Fiche pratique *La sobriété énergétique*

Le secteur du bâtiment est responsable de 20 % des émissions nationales de gaz à effet de serre.

Le chauffage représente le premier poste de consommation du secteur du bâtiment.

On estime aujourd'hui que les « passoires thermiques » (bâtiments qui consomment plus de 331 kWh par mètre carré et par an) sont responsables d'une surconsommation énergétique équivalente à **6 millions de tonnes de CO2 par an** (source CLER).

Outre les passoires thermiques, les deux autres sources principales de gaspillage énergétique sont le **surchauffage** et la **surclimatisation** des bâtiments.

Concernant le chauffage, l'ADEME recommande une **température de 19 à 21°C** dans les pièces de vie.

Pour ce qui est de la climatisation, l'ADEME recommande :

- De ne l'utiliser **que lorsque la température intérieure dépasse 26°C**
- De respecter **un écart maximum de 6°C avec l'extérieur**.

Voici donc quelques conseils pour réduire l'impact carbone lié au bâtiment de votre Organisme de Formation :

- Demander le DPE (*diagnostic de performance énergétique*) des lieux qui accueillent vos formations et **privilégier les catégories A à E** (*F et G étant considérées comme des passoires énergétiques*)
- Respecter les recommandations de l'ADEME en termes de chauffage et de climatisation.



Fiche pratique

La consommation de biens et de services

La consommation de goodies et de consommables pendant les formations

Comment limiter la consommation d'objets pendant la formation ?

Au moins deux options sont envisageables :

- Mettre les participant-es à contribution, en leur demandant de **venir en formation avec leur support de prise de note** - papier ou numérique -, ou **avec leurs gourdes** et bouteilles d'eau.
- **Obtenir plus d'informations sur les besoins réels des participant-es**, en les questionnant en amont : *Ont-ils-elles besoin d'un bloc-note ? Ont-ils-elles besoin d'une gourde ? Souhaitent-ils-elles vraiment recevoir des goodies supplémentaires, et si oui, lesquels ?*

Comment promouvoir autrement vos marques partenaires ou votre propre organisation ?

Tout d'abord, la société française étant de plus en plus sensible aux questions écologiques, **vous présenter comme agissant sur ces questions peut être un élément promotionnel positif**. C'est un des bénéfices secondaires de votre signature de cette charte.

Ensuite, nous vous invitons à **privilégier la promotion de vos partenaires sur des supports dématérialisés, ou sur papier**.

En effet, l'impact d'une feuille de papier par rapport à un objet en plastique, en métal ou à d'autres matériaux (clé USB, porte-clé, batterie externe etc.) est négligeable.

Quant aux supports numériques, une part majeure de l'impact est liée à la production du support de consultation (ordinateur, tablette, smartphone...) ; en deuxième position intervient le stockage en continu des informations dans le cloud. La production d'un e-mail ou d'un document supplémentaire est donc négligeable au vu des impacts déjà créés.

L'envoi de documents

Tout l'impact n'est pas du ressort de l'utilisateur (de nombreuses étapes sont gérées par la poste ou le service de transport), mais il est possible d'agir sur les points suivants :

- **Choisir des emballages d'occasion** ou réutilisables, pour éviter la consommation de ressources nécessaire à la création de nouveaux emballages.
- **Limitier au maximum la quantité de vide** dans l'emballage. Des emballages plus compacts permettent de mettre plus de colis dans un même véhicule, et donc limiter leur nombre.
- Choisir une **vitesse d'envoi lente**. Cela permet d'optimiser la chaîne logistique.

Bien sûr, **le poids est un élément important**. Assurez-vous que le contenu des colis est vraiment utile et que les quantités sont adéquates.

Plus d'informations sont disponibles sur le document [Score écologique : Notre méthodologie](#), ou sur [le calculateur de la poste](#) qui permet de simuler les impacts d'un envoi.

(A transposer pour les autres services de transport).



Fiche pratique

La sensibilisation

Pour que votre équipe soit mieux informée sur les enjeux écologiques, voici plusieurs idées que vous pouvez mettre en place dans votre Organisme de Formation :

Organiser un "serious game" avec votre équipe

Il existe des jeux sérieux, qui durent de 2 à 3 heures, et qui permettent d'avoir une vision d'ensemble rapide d'un domaine. Dans ce type de jeux, nous vous conseillons vivement de participer à **La Fresque du Climat** qui permet de comprendre les liens de causes à effets responsables du dérèglement climatique.

Vous trouverez [sur le site de la fresque du climat](#) les animateur·ices qui peuvent animer une fresque pour vous.

Il existe également des "fresques amies". On citera par exemple :

- [La Fresque de la biodiversité](#)
- [La Fresque des déchets](#)
- [La Fresque du numérique](#)
- [L'atelier «Inventons nos Vies Bas Carbone»](#)

Ecouter, regarder ou lire les travaux de vulgarisateurs scientifiques

[Le réveilleur](#), chaîne YouTube tenu par [Rodolphe Meyer](#), un ingénieur et docteur en sciences de l'environnement connu pour son travail de vulgarisation scientifique sur les problèmes de l'environnement et du changement climatique. Il a l'avantage de la rigueur scientifique.

[BonPote](#), média indépendant qui alerte sur [l'urgence climatique](#) et qui produit, entre autres choses, de très bonnes synthèses des rapports du GIEC. Il a l'avantage d'être très clair.

[Jean Marc Jancovici](#) et le [Plan de Transformation de l'Économie Française](#) (PTEF), qui ont entre autre produit un rapport très intéressant sur le domaine de la santé : "Décarboner la santé pour soigner durablement". Ce rapport a l'avantage de proposer des mesures structurelles intéressantes.

Faire intervenir ou adhérer à des associations "santé et environnement"

Concernant la santé environnementale au sens large, il existe des associations capables de vous proposer des interventions sur mesure :

Le [Réseau Environnement Santé \(RES\)](#). Il a pour objectif de mettre la Santé environnementale au cœur des politiques publiques.

[L'Association Santé Environnement France \(ASEF\)](#), composée exclusivement de professionnels de santé, a pour objectif d'informer sur l'impact des polluants sur la santé, et surtout de donner des conseils pour les éviter.

[L'Alliance Santé Planétaire](#) a pour objectif de promouvoir la Santé Planétaire et de communiquer ses enjeux aux patient·es, professionnel·les, citoyen·nes et législateur·rices. La santé planétaire s'intéresse aux liens entre les activités humaines qui modifient l'environnement et leurs conséquences sur la santé des humains et des écosystèmes.



Pourquoi nos sociétés peinent à répondre efficacement à l'urgence écologique ?

Les premières études scientifiques sérieuses sur la question climatique **datent des années 1970.**

Le GIEC, qui est une référence incontestable en termes de méthodologie, produit son premier rapport en 1990.

Malgré cela, les tentatives de réponse sont largement insuffisantes et, à l'échelle mondiale,

les émissions de Gaz à Effet de Serre ne cessent d'augmenter.

Passons en revue quelques raisons de l'inaction de nos sociétés face aux problèmes écologiques.



Les humains ne décident pas avec des arguments logiques, mais avec leurs émotions

Les sciences cognitives ont montré que les prises de décisions humaines - y compris le choix d'adhérer ou non à une opinion - ne se font pas au travers d'arguments et de logique, mais par des mécanismes émotionnels¹.

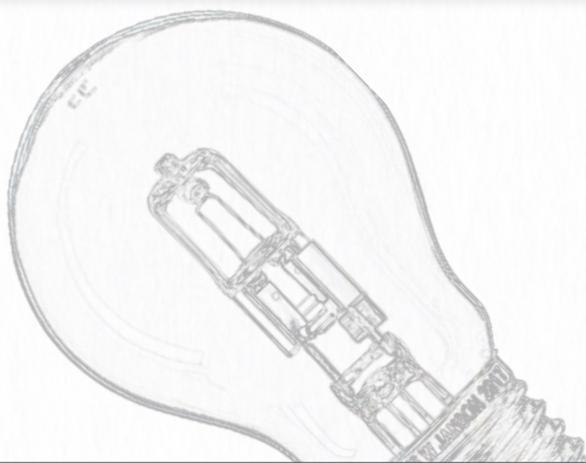
Les individus ont tendance à **choisir l'opinion qui leur est la plus agréable**, en fonction d'une évaluation complexe prenant en compte intérêts, valeurs, compréhension de la situation et anticipation des conséquences par l'individu. **Dans un second temps seulement**, les individus **recherchent des arguments pour justifier** leurs décisions².

Ainsi, des individus peuvent **rejeter la réalité du dérèglement climatique**, parce que **cela leur crée des émotions désagréables** :

Si le dérèglement climatique est vrai et aussi grave que ce que disent les scientifiques, cela implique de devoir *renoncer à son confort de vie, faire des efforts pour changer, assumer la responsabilité* de cette situation, ou encore *faire face à la peur* des conséquences dramatiques à venir.

En conséquence, **il est cognitivement plus simple** de réfuter purement et simplement ce discours, pour éviter culpabilité, efforts, peurs et incertitude sur l'avenir.

Ce mécanisme est probablement à la base de la majorité des discours critiques prônant l'inaction climatique, et explique les logiques du moindre effort pour la plupart des individus et sociétés.



1. Damasio AR. L'erreur de Descartes. Odile Jacob. 2010. ISBN : 2738124577

2. Mercier H, Sperber D. Why do humans reason? Arguments for an argumentative theory. Behav Brain Sci [Internet]. 2011 [cité 14 avr 2020];34(2):57-74. Disponible sur: https://www.cambridge.org/core/product/identifier/S0140525X10000968/type/journal_article



Les individus et sociétés humaines sont en compétition les un·es avec les autres

À l'échelle individuelle comme collective, la plupart de l'humanité est soumise à des logiques de compétition.

Les personnes ayant une situation financière plus confortable voient leur vie sociale et amoureuse facilitée ;

et les sociétés se comparent sans cesse en termes de performance économique (le plus souvent mesurée par le PIB, dont dérive la "croissance économique"), ou d'armement militaire.

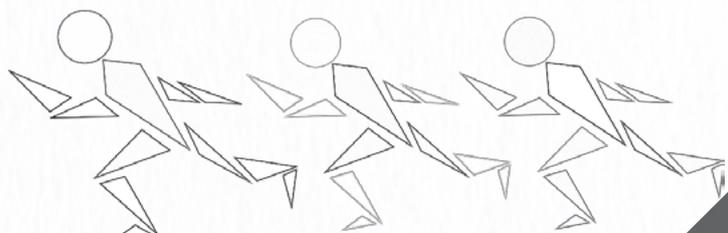
Peu importe le critère de réussite, **gagner la compétition nécessite souvent de consommer de nombreuses ressources matérielles.**

En effet, utiliser des énergies fossiles, des métaux, des plastiques, ressources halieutiques, forestières, animales... améliore le confort de vie des populations - du moins dans le contexte socioculturel actuel - et est donc fortement recherché par les individus et les États.

Diminuer sa consommation de ressources implique d'être handicapé dans ces gigantesques compétitions ; et donc que les différents acteur·ices (entreprises, individus et autres États) cessent de coopérer avec ceux·lles qui ne joueraient pas le jeu.

Par exemple, dans un État menant des politiques de sobriété matérielle :

- Les citoyen·nes pourraient choisir de ne plus élire les dirigeant·es menant ces politiques
- Les entreprises étrangères pourraient cesser de s'investir dans une économie si peu génératrice de profits
- Les autres États pourraient être rapidement tentés d'utiliser leur force militaire contre un pays désarmé, car sobre militairement





Nous ne sommes pas assez formé·es et informé·es au sujet de la crise écologique et climatique

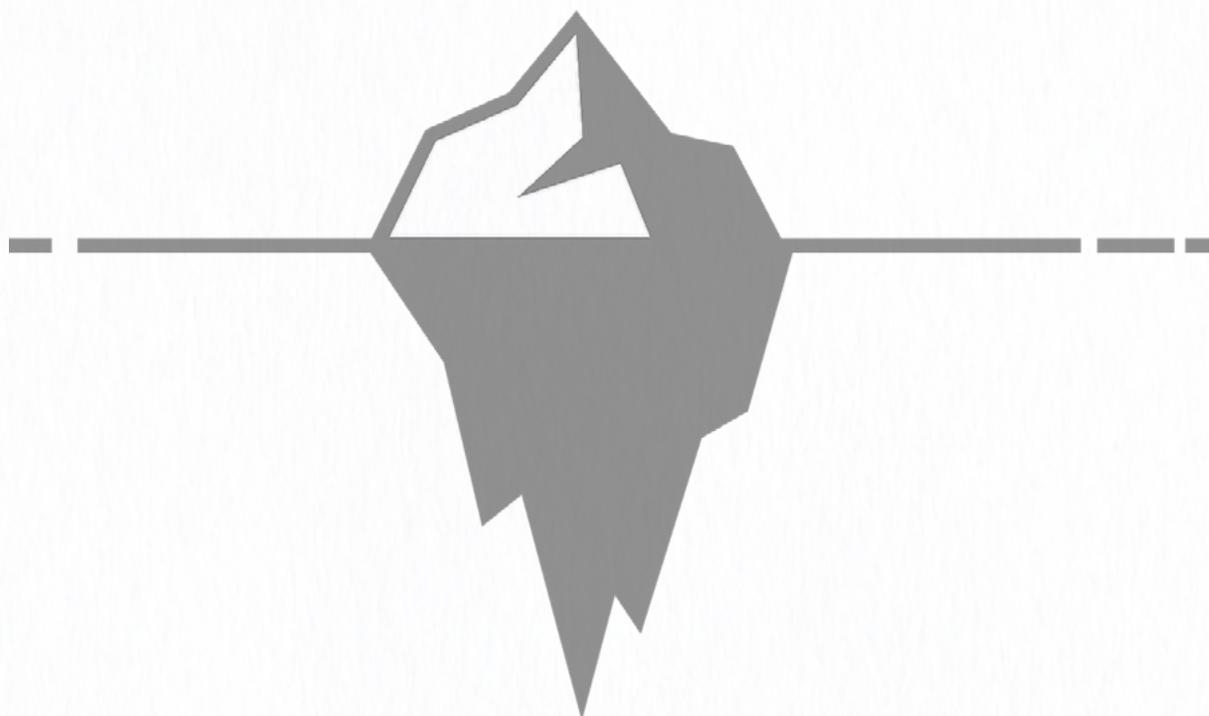
Les thématiques écologiques et climatiques sont de plus en plus abordées dans les médias.

Pour autant, en raison des contraintes dans la production médiatique (*Le financement des médias étant fonction de l'audience, il pousse à des contenus **courts, simples, attractifs et polémiques***), il n'est abordé que de manière superficielle.

Notre expérience de terrain - en particulier lors de l'atelier de référence sur le sujet : la fresque du climat - le montre : **la plupart des gens, même les personnes ayant de fortes responsabilités politiques ou d'entreprise, ne connaissent pas le sujet.**

Ils-elles ne connaissent ni les mécanismes, ni les enjeux, ni les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre les conséquences de la crise écologique.

En conséquence, sur ces questions, ils-elles raisonnent avec leurs préjugés, souvent pauvres et caricaturaux.





Notre manque de culture scientifique nous empêche de comprendre la valeur des rapports sur l'écologie et le climat

"On a le droit de ne pas penser comme vous", entend-on encore dans les médias. Tenir ce genre de discours, c'est **ignorer la différence entre des opinions et des faits**.

La démarche scientifique cherche à prendre conscience autant que possible des biais cognitifs venant perturber notre interprétation de la réalité, dans l'objectif de comprendre au mieux cette dernière.

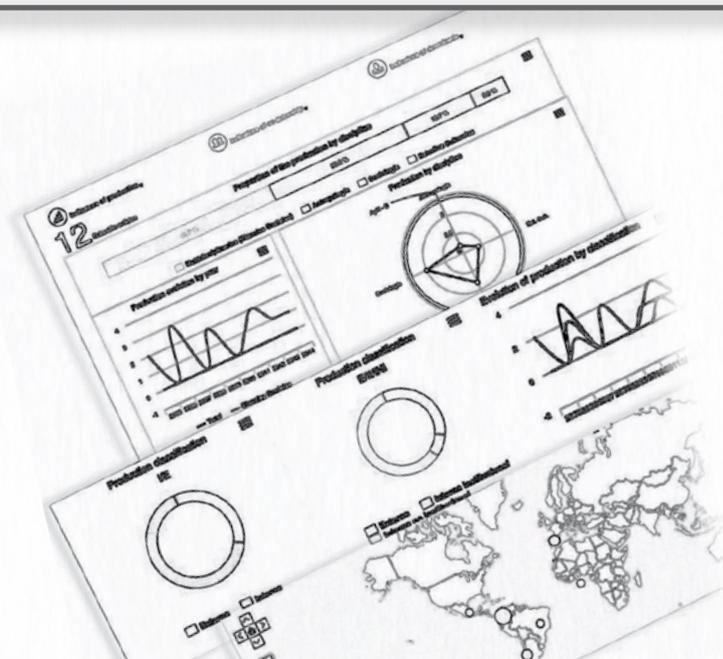
Cette méthode rigoureuse amène à tenir des énoncés la plupart du temps valides.

Ce sont des faits.

Que l'on y croie ou non, la force de pesanteur s'applique à nous, la terre tourne autour du soleil, et la consommation chronique de tabac augmente les risques de cancer du poumon.

Mais **le manque de culture scientifique dans notre société** amène de nombreuses personnes à ne pas respecter des rapports **aussi rigoureux et argumentés** que sont ceux du GIEC sur le climat, ou de l'IPBES sur la biodiversité.

Ne comprenant pas la valeur du discours scientifique, ils-elles ne lui accordent pas la légitimité que la méthode scientifique lui confère ; et lui opposent des arguments de sens commun, de mauvaise qualité.





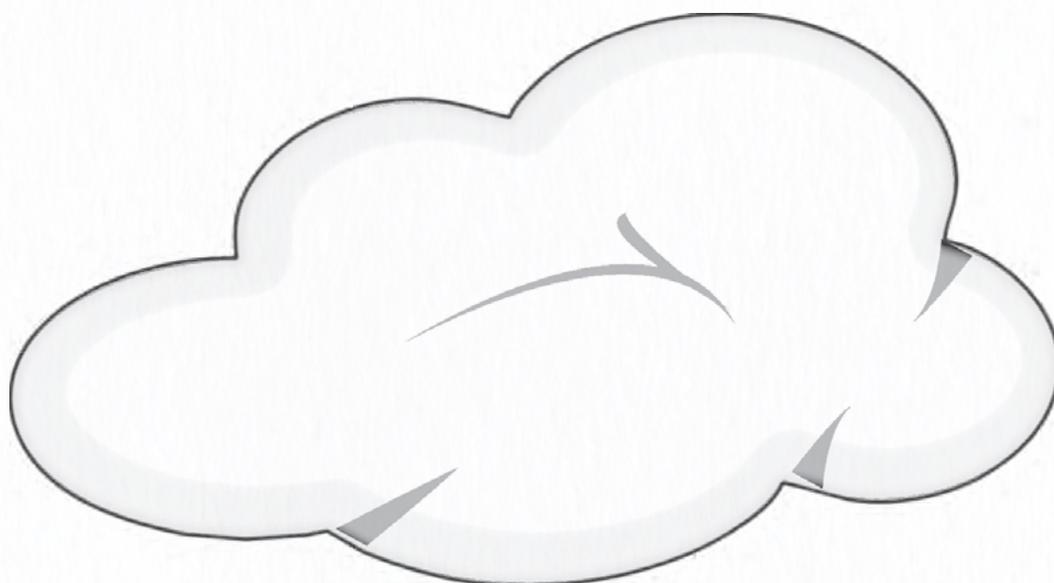
Le monde est complexe, et les enjeux sont abstraits

Penser les questions écologiques et climatiques, c'est, en faisant une action maintenant... Devoir penser aux conséquences sur quelqu'un à l'autre bout du monde, et/ou qui n'existe pas encore.

De plus, les effets d'**une** action négative pour le climat ou l'écologie sont le plus souvent négligeables : c'est leur accumulation dans le temps et par des dizaines de millions d'individus et d'entreprises qui crée les conséquences dramatiques discutées dans les rapports scientifiques.

Ainsi, pour les individus comme pour les entreprises ou les États, se saisir des enjeux est éminemment difficile, et présente une part importante d'incertitude.

A contrario, les conséquences de me priver d'une action ayant un impact écologique négatif mais qui m'aurait été bénéfique sont, elles, immédiates et concrètes.





Notre système monétaire est câblé pour ne dynamiser que les activités profitables financièrement (1/2)

De nombreux citoyen·nes de nos sociétés ne sont pas informé·es des bases du fonctionnement économique.

Les acteur·ices politiques et financier·es influents ayant besoin d'utiliser des théories économiques pour justifier leurs décisions, ils·elles ont tendance à provoquer deux phénomènes :

- Sélectionner et populariser les théories économiques allant dans le sens de leurs intérêts et idéologies
- Rendre ces thématiques opaques au travers d'éléments jargonneux, ou d'une mathématisation à l'extrême, pour compliquer leur compréhension et leur critique par les citoyens·nes ou les groupes politiques opposés.

Un rapide retour à des considérations communément admises en économie permettent pourtant de constater la boucle logique suivante :

- ▶ **L'argent dynamise les secteurs économiques** dans lesquels il est injecté
- ▶ Les gros épargnants - présents sur les marchés financiers, qui représentent des **milliers de milliards de dollars** - s'attendent à **obtenir des revenus réguliers** de leur capital, confiés à des fonds d'investissement
- ▶ **Ces fonds d'investissement**, en **concurrence** les uns avec les autres pour être les plus rentables pour leurs clients, **cherchent à faire fructifier le capital** des épargnants en investissant dans tout ce qui sera profitable à court terme, **peu importe les conséquences stratégiques, sociales ou environnementales**
- ▶ Ainsi, des projets non éthiques sont dynamisés par la monnaie, sans commune mesure avec les projets utiles pour la société mais non rentables.

Suite à la page suivante





Notre système monétaire est câblé pour ne dynamiser que les activités profitables financièrement (2/2)

Suite de la page précédente

Une autre boucle logique, complémentaire, est la suivante :

- ▶ L'argent dynamise les secteurs économiques dans lesquels il est injecté
- ▶ **La création monétaire** est un phénomène tout à fait possible, et courant¹. Contrairement aux idées reçues, les phénomènes d'hyperinflation ne sont pas causés par de la création monétaire.
- ▶ **Les banques privées créent** de la monnaie au quotidien : dès qu'un prêt est accordé à quelqu'un, **cet argent est créé ex nihilo**.
- ▶ Dans la mesure où les prêts bancaires demandent à être remboursés, seuls les secteurs économiques profitables bénéficient de la capacité de création monétaire.

Les activités **utiles socialement** mais non ou peu rentables - comme *l'éducation, la santé, l'engagement citoyen, la sensibilisation aux enjeux environnementaux* - ne bénéficient ni de la dynamisation monétaire permise par l'énorme volume boursier, ni celle permise par la création monétaire.

Tout projet lucratif, peu importe ses conséquences négatives pour l'environnement et la société, sera activement financé par le secteur boursier ou bancaire pour créer continuellement des revenus des capitaux ;
quand des **activités non marchandes mais utiles socialement** ne reposeront que sur du **bénévolat**, de la **charité**, ou des **subventions venant des Etats**.

Ces derniers étant - en raison de choix politiques historiques - privés de leur capacité de création monétaire, leurs budgets sont par définition fortement limités.

Ce fonctionnement du système financier n'est pas immoral en soi, mais amoral.

Au vu de la pression de la concurrence, s'abstenir de mener un projet lucratif n'est pas envisageable : ralentir l'activité économique n'est pas possible dans ces conditions.

1. Voir la théorie de la création monétaire par le crédit, vulgarisée sur la vidéo
[« D'où vient la monnaie ? »](#) du vidéaste Heu?reka.



Notre environnement informationnel est caractérisé par des bulles de filtres qui limitent notre offre cognitive

De tous temps, les groupes humains se sont formés au travers de la similarité des individus. **Les individus partageant les mêmes convictions**, la même culture, les mêmes codes sociaux... **Se sont retrouvés entre eux** et ont favorisé l'entraide dans leur groupe ou classe sociale, par rapport aux autres.

Sur le plan des opinions, l'intérêt se trouve dans le **confort cognitif** : il est plus agréable de discuter avec des gens d'accord avec nous, que des contradicteur·ices venant remettre constamment en question nos modes de pensée.

Cette tendance a été fortement accélérée par le développement des réseaux sociaux. Ceux-ci étant financés par la publicité, ils ont intérêt à maintenir l'attention des utilisateurs le plus longtemps possible sur leur réseau.

Et ce qui marche le mieux, pour cela, c'est de proposer des contenus validant nos opinions. Soit en proposant uniquement des discours allant dans notre sens, soit des contenus opposés à nos convictions, à la condition qu'ils soient grossiers et révoltants, pour nous conforter dans nos points de vue.

Ainsi, **les personnes sensibilisées aux questions écologiques et climatiques** - mais c'est le cas de toutes les autres questions de société - **ne peuvent que difficilement atteindre les personnes ayant des croyances opposées** : les convaincu·es prêchent entre convaincu·es, s'indignent entre convaincu·es, sans que les autres groupes sociaux n'en aient conscience.

En particulier, **les personnes de pouvoir** - ayant souvent un fort capital économique et de fortes influences politiques et médiatiques - se retrouvent entre elles, et **ne sont confrontées qu'à des idées allant dans leur sens**. Cela est renforcé par le phénomène de ghettoïsation actif des personnes très aisées, documenté en sociologie.

La difficulté est alors : *comment faire en sorte que les discours scientifiques sur l'écologie et le climat touchent ces personnes riches et puissantes, qui sont à la fois celles qui ont le plus d'impact écologique, le plus de leviers pour agir et le plus d'intérêts à maintenir le fonctionnement économique et social qui assure actuellement leur prospérité ?*